de l'Assemblée, contre la dissolution, pour la chute de Thiers au 24 mai. pour le septennat, pour la loi des maires, pour l'état de siège, contre les amendements Wallon et Pascal Duprat, contre l'ensemble des lois constitutionnelles. M. Lortal prit la parole en 1873, sur la proposition de loi relative au conseil supérieur de l'enseignement. Après la législature, il rentra dans la vie privée.

LORTET (PIERRE), représentant du peuple en 1848, né à Saint-Etienne (Loire) le 4 juin 1792, mort à Oullins (Rhône) le 12 mars 1868, fut reçu docteur en médecine à Paris en 1819, et alla s'établir à Lyon où il se mêla assez activement de politique. Sous la Restauration, il collabora au *Précurseur* et à *l'Indépendant*, journaux libéraux de Lyon, et fut secrétaire du comité philhellénique. Nommé administrateur des hospices de Lyon en 1836, et commandant de la garde nationale (26 février 1848), il fut élu, le 23 avril suivant, représentant du Rhône à l'Assemblée constituante, le 4^e sur 14, par 83,664 voix, siégea à peine, et donna sa démission de représentant du peuple le 6 juin; il fut remplacé le 17 septembre par M. Rivet. Le Dr Lortet fonda à Lyon, en 1854, la Société protectrice des animaux. On lui doit deux traductions de l'allemand : *Essai historique sur les mœurs, la littérature, la nationalité allemandes*, de John (1825); *De l'idée d'une guerre légitime*, de Fichte (1831); il a aussi collaboré à la *Revue allemande*, au *Journal de Heidelberg* et à la *Revue du Lyonnais*.

LOSTALOT (ARMAND), député en 1791, né à Morlaas (Basses-Pyrénées), en 1752, mort à une date inconnue, juge au tribunal du district de Pau en 1791, fut élu, le 11 septembre de la même année, député des Basses-Pyrénées à l'Assemblée législative, le 5^e sur 6, par 168 voix (273 votants). Il s'y occupa surtout de questions militaires et interpella, en 1792, le ministre de la Guerre, qu'il rendit responsable de l'émigration en masse des officiers du régiment de Soissonnais. Au mois d'avril suivant, il dénonça *l'Ami du peuple*. Après la session, il devint (1793) président du tribunal criminel de Pau.

LOUBENS (AUGUSTIN), représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Auch (Gers) le 16 décembre 1760, mort à une date inconnue, était président du tribunal d'Auch, lorsqu'il fut élu, le 14 mai 1815, représentant de cet arrondissement à la Chambre des Cent-Jours, par 44 voix (73 votants, 129 inscrits). Il ne fit pas partie d'autres assemblées.

LOUBERS (LOUIS-MARIE-RAYMOND), représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Toulouse (Haute-Garonne) le 23 août 1754, mort à Toulouse le 10 mars 1834, « fils de Louis Loubers, marchand, et d'Antoinette Teulade », appartient à la magistrature impériale. Conseiller doyen de la cour de Toulouse, il fut élu représentant de l'arrondissement à la Chambre des Cent-Jours, le 13 mai 1815, par 48 voix (60 votants, 205 inscrits). Son rôle parlementaire prit fin avec cette courte législature.

LOUBET (EMILE), député de 1876 à 1885, membre du Sénat, né à Marsanne (Drôme) le 31 décembre 1838, étudia le droit, se fit recevoir docteur et inscrivit au barreau de Montélimar, dont il devint maire et conseiller général de la Drôme. Républicain modéré,

il se présenta avec succès à la députation. le 20 février 1876, dans son arrondissement, et fut élu par 13,295 voix (14,336 votants, 21,413 inscrits). Il siégea à gauche et fut des 363. Il obtint sa réélection, à ce titre, le 14 octobre 1877, avec 11,012 voix (18,065 votants, 21,107 inscrits), contre 7,006 à M. de Lacroix-Saint-Pierre, bonapartiste, ancien député, reprit sa place dans la majorité, soutint le ministère Dufaure, et se prononça pour l'article 7, pour l'invalidation de l'élection de Blanqui, contre l'amnésie plénière, pour les lois nouvelles sur la presse et le droit de réunion. Il prit en 1880 une part assez active à la discussion du projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes, à celle du projet de réforme judiciaire, et à celle qui eut trait à la gratuité absolue de l'enseignement primaire. Réélu député, le 21 août 1881, par 11,201 voix (12,681 votants, 20,849 inscrits), il siégea encore dans la majorité opportuniste, soutint les ministères Gambetta et J. Ferry, et vota contre la séparation de l'Église et de l'État et pour les crédits des expéditions de Tunisie et du Tonkin. Il fut lui-même (1882) le rapporteur des crédits pour les frais de la première expédition. Il parla aussi sur le budget, en faveur des conventions avec les grandes compagnies de chemins de fer (juillet 1883), et déposa, avec M. Thomson, une proposition relative au cadre des auditeurs au conseil d'État. En 1884, il défendit le budget des colonies et prit part à la discussion du budget général des dépenses et des recettes. Le 25 janvier 1885, il quitta le Palais-Bourbon, ayant été élu sénateur de la Drôme par 407 voix sur 757 votants. Il s'assit à la gauche modérée de la Chambre haute, soutint les divers ministères de la législature, présenta plusieurs rapports, parla (1886) sur la proposition de loi de M. Labitte relative à la chasse, fut rapporteur (décembre 1880) de la loi sur les douzièmes provisoires, obtint le rejet de l'article incident qui réduisait le taux d'intérêt des caisses d'épargne, et fut élu, le 11 janvier 1887, secrétaire du Sénat. Rapporteur du budget, ainsi que des crédits en faveur des victimes de l'incendie de l'Opéra-Comique, il parut plusieurs fois à la tribune, et fut nommé, le 12 décembre 1887, ministre des Travaux publics dans le cabinet Tirard. Comme tel, il prit part à la discussion du projet de loi portant modification des articles 105 et 108 du code de commerce, fit adopter (janvier 1888) le projet autorisant la ville de Paris à déverser ses eaux d'égout dans la plaine d'Achères (Seine-et-Oise); combattit (février) le texte modifié de l'article 1780 du code civil sur le louage de services; exposa (mars) les restrictions apportées, par suite des exigences budgétaires, au programme de construction des chemins de fer, et refusa (avril) d'entrer dans le nouveau cabinet Floquet dont il n'approuvait pas le programme révisionniste. En décembre 1888, M. Loubet exposa à la tribune la nécessité de signer de nouvelles conventions avec les compagnies de chemins de fer, pour alléger la charge croissante qui incombe au Trésor du chef de la garantie d'intérêts; il a voté, dans la dernière session, pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement (13 février 1889), pour le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, pour la procédure à suivre devant le Sénat contre le général Boulanger.

LOUCHET (LOUIS), membre de la Convention, né à Longpré (Somme) le 21 janvier 1753,

mort le 15 janvier 1815, était professeur à Rodez et homme de lettres au moment de la Révolution. Il se déclara partisan des idées nouvelles, fut élu administrateur de l'Aveyron où il résidait, puis, le 9 septembre 1792, député de ce département à la Convention, le 8 sur 9, par 312 voix (417 votants). Il prit place à la Montagne, et, après avoir insisté pour la mise en accusation de Louis XVI, vota la mort du roi sans appel ni sursis, en disant : « Nous avons unanimement déclaré Louis XVI convaincu de haute trahison.

« Quelle peine doit-il subir? La même que ceux de ses complices qui sont déjà tombés sous la hache de la justice nationale. Je me croirais indigne de concourir à la fondation d'une république, si j'étais assez lâche pour voter une exception à la loi commune envers un roi parjure, traître et assassin de la nation française. Mais l'homme libre ne connaît que les principes, comme il ne craint ni les poignards, ni les dictateurs, ni les tyrans.

« Législateur, je n'aime que ma patrie, je n'ai consulté que son salut et la loi dans l'opinion que je vais énoncer sur la peine due aux forfaits de Louis XVI. J'acquitte ce que je dois à ma conscience; j'acquitte ce que je dois à la justice et à l'humanité; j'acquitte ce que je dois à l'égalité des droits et à l'intérêt du peuple dont je suis mandataire, en votant pour la mort du tyran, et en demandant qu'il la subisse dans les vingt-quatre heures.

« Si l'opinion de ceux qui votent pour la détentation ou le bannissement venait à prévaloir, j'appuierais la motion faite par Fréron, pour qu'on emporte d'ici l'image de Brutus. »

En mission dans les départements de la Somme et de la Seine-Inférieure, il fit arrêter d'Espresménil et l'envoya au tribunal révolutionnaire de Paris, prit un arrêté contre les signes et les monuments de la féodalité, et annonça la découverte d'une somme importante dans le château de l'abbé Carrey, émigré. De retour à la Convention, il dénonça le tribunal de l'Aveyron comme coupable de ne point frapper avec assez de vigueur les ennemis de la République. Adversaire acharné de Robespierre, Louchet fut, le 9 thermidor, un des plus ardents et le premier, à demander contre lui le décret d'arrestation. Bien que, selon l'expression de Tallien, les conjurés fussent convenus « d'en finir », aucun d'eux n'avait encore osé prononcer le mot décisif, et ce fut Louchet qui le jeta au milieu du bruit. Lozeau, l'ayant appuyée par ce motif que « Robespierre avait été dominateur », on cria de toutes parts : Aux voix! aux voix!... Robespierre vaincu et exécuté, Louchet se hâta de prononcer (le 19 août 1794) un long discours tendant à mettre plus que jamais la Terreur à l'ordre du jour; seulement lorsque, cet instrument redoutable étant passé aux mains des réactionnaires, les thermidoriens se virent sur le point d'être frappés à leur tour, il proposa de substituer, dans les cas graves, la déportation à la peine de mort. Le 13 vendémiaire an IV, Louchet parut encore à la tribune pour accuser le général Menou de trahir la République et de favoriser les insurgés de l'Ouest. Il ne fut pas du nombre des conventionnels réélus en l'an IV. Le Directoire le choisit pour un de ses commissaires, et le gouvernement consulaire le nomma receveur général de la Somme. Destitué par les Bourbons, il mourut fou, en janvier 1815.

LOUIS (JEAN-ANTOINE), membre de la Con-

vention, député au Conseil des Cinq-Cents, né à Bar-le-Duc (Meuse) le 10 mars 1742, mort le 19 août 1796, était commis de bureau à l'intendance d'Alsace en 1789. Il adopta avec ardeur les idées de la Révolution, devint administrateur du Bas-Rhin, et fut élu, le 5 septembre 1792, membre de la Convention par le département du Bas-Rhin, le 5 sur 9, par 368 voix (565 votants). Louis siégea à la Montagne et répondit dans le procès du roi, au 3^e appel nominal : « J'ai consulté les fastes de la Révolution. J'ai vu Louis constamment en insurrection contre la nation. Le code pénal prononce la mort; je vote pour la mort. » Il se prononça aussi contre le sursis et contre l'appel au peuple. Envoyé en mission (avril 1793) à l'armée du Rhin, il écrivit à la Convention que le recrutement était facile en Alsace, et prévint, le 19 mai, qu'un bon nombre de sous-officiers ne sachant ni lire, ni écrire, étaient incapables de remplir leurs fonctions. Membre du comité de sûreté générale en 1793, il fit rapporter le décret qui ordonnait aux comités révolutionnaires de rendre compte des motifs des arrestations. Il montra plus d'indulgence à l'égard des officiers municipaux de Neuf-Brisach, accusés d'avoir refusé d'obéir aux réquisitions militaires de Le Bas et Saint-Just, et les fit mettre en liberté. Le 24 nivôse an II, il attesta la falsification d'un décret attribué à l'abbé d'Eglantine, Président de la société des Jacobins, il présida aussi la Convention en mesidor an II. L'année d'après, il fit décréter la formation d'une compagnie pour chaque section de Paris. Après le 9 thermidor, il parut à la tribune pour prendre la défense des membres des comités de sûreté générale et de salut public, violemment attaqués par les thermidoriens. Lors des affaires de prairial an III, il défendit Carnot. Le 23 vendémiaire an IV, Louis fut élu député du Nord au Conseil des Anciens, par 298 voix (561 votants). Il y siégea peu de temps et mourut en août 1796. On a de lui quelques brochures sur des matières de politique ou de finance.

LOUIS (JOSEPH-DOMINIQUE, BARON), député de 1815 à 1824, de 1827 à 1832, ministre et pair de France, né à Toul (Meurthe) le 13 novembre 1755, mort à Bry-sur-Marne (Seine-et-Marne) le 26 août 1837, « fils de monsieur Louis, avocat au parlement, et de dame Marianne Royer », reçut les ordres mineurs avant la Révolution, puis acheta, en 1779, une charge de conseiller-clerc au parlement de Paris, où l'on remarqua bientôt ses aptitudes en matière financière. Membre, en 1788, de l'assemblée provinciale de l'Orléanais, il se prononça alors en faveur des réformes. Le 14 juillet 1790, lors de la première fédération, il assista l'évêque d'Autun, en qualité de diacre, à la messe célébrée au Champ-de-Mars sur l'autel de la patrie. Bientôt après, il fut chargé par Louis XVI de diverses missions diplomatiques et particulièrement de négociations avec la Suède; désapprouvant la marche des événements, il passa en Angleterre après le 10 août 1792. L'abbé Louis y étudia le système financier du célèbre Pitt, revint en France au lendemain du coup d'Etat de brumaire an VIII, et fut successivement nommé chef de bureau au ministère de la Guerre (1800), puis à la chancellerie de la Légion d'honneur (1806); il entra au conseil d'Etat en qualité de maître de requêtes, à la présidence du conseil de liquidation établi en Hollande (1810), enfin dans les bureaux du Trésor public sous le ministre Mollien; il était chargé du contentieux.

Baron de l'Empire du 9 décembre 1809, il présenta, le 11 mars 1813, au Corps législatif un projet de loi pour la vente des biens des communes, mesure qui valut plus tard, sous la Restauration, les plus vifs reproches au gouvernement impérial. Mais le baron Louis était alors chargé de la défense, et il dit à ce propos : « Si quelque chose peut ajouter à la reconnaissance des Français envers le restaurateur de la monarchie, ne serait-ce pas cet ordre invariable, cette économie sévère portée dans les moindres détails de l'administration ? Rien n'échappe à la vigilance de l'empereur ; rien de trop petit pour l'occuper, lorsqu'il en peut résulter un bien. Nous le voyons, comme Charlemagne, ordonner la vente des herbes inutiles des jardins, lorsque sa main distribue à ses peuples les richesses des nations vaincues... » Ce panégyrique n'empêcha point, douze mois après, son auteur, non seulement de faire partie du gouvernement provisoire, mais encore de provoquer les événements qui amenèrent la chute de Napoléon. Son ami Talleyrand le chargea en effet, le 1^{er} avril 1814, du portefeuille des Finances, qu'il conserva, cette fois, jusqu'au 20 mars 1815, et qu'il reprit encore, plus tard, à cinq reprises différentes. Durant ce premier passage aux affaires, le baron Louis donna, suivant l'expression d'un biographe royaliste, les « conseils les plus énergiques », et poussa de tout son pouvoir au rétablissement de la royauté. Les services publics étaient alors sans ressources et sans direction, les départements de l'Est pressurés par l'étranger. L'abbé Louis ne trouva d'abord que 100,000 écus dans les caisses sur lesquelles le Trésor avait encore action. Confirmé dans ses fonctions de ministre des Finances par le roi Louis XVIII (3 mai 1814), il s'occupa de fonder le système auquel il doit sa réputation, et qu'il développa devant les Chambres pendant la session de 1814 ; ce système avait pour moyen, en présence d'un budget de dépenses pour 1815 s'élevant à 1 milliard 445 millions, de créer des bons royaux portant 8 p. 100 d'intérêt, d'aliéner les biens des communes et les bois de l'Etat. Le 22 juillet 1814, les députés l'entendirent, non sans quelque étonnement, se livrer à une violente critique de l'administration financière de l'Empire, dont il avait fait partie. Ces attaques provoquèrent un échange de pamphlets entre lui et l'ancien ministre Gaudin, duc de Gaëte. La querelle s'échauffait, lorsque le débarquement de Napoléon vint mettre obstacle aux dispositions financières qu'avait consacrées la loi du 23 septembre 1814. De plus, le ministre avait fait maintenir, par une autre loi, la plupart des droits réunis. Pendant les Cent-Jours, il suivit Louis XVIII à Gand. La seconde Restauration lui rendit son portefeuille le 9 juillet 1815 ; il le céda à Corvetto le 15 septembre de la même année. Dans l'intervalle, il fut élu, le 22 août 1815, député de la Meurthe (au grand collège), par 128 voix (193 votants, 276 inscrits), et le même jour, député de la Seine, par 102 voix (190 votants, 231 inscrits). La situation financière était plus délicate que jamais. On a dit que l'abbé Louis réussit à soustraire à l'avidité des généraux alliés les encaisses cachées par quelques comptables dévoués, et qu'il obtint, dans ce moment critique, des secours du commerce et des receveurs généraux. Il imagina aussi un emprunt forcé, dont le prélèvement ne fut pas exempt de difficultés ; mais il n'hésita pas à prendre des mesures de rigueur et à menacer les récalcitrants de vendre leurs meubles ; l'emprunt fut d'ailleurs exactement remboursé plus

tard à tous les réclamants. Après avoir combattu au parti des *ultras* un grand nombre de destructions, Louis refusa de marcher d'accord sur tous les points avec la majorité de la Chambre introuvable, et quitta le pouvoir en septembre. Réélu député, le 4 octobre 1816, par le grand collège de la Meurthe, avec 113 voix (194 votants, 271 inscrits), il prit place au centre gauche et opina avec les royalistes « modérés ». Il se mêla surtout aux discussions financières, combattit les idées de M. de Villèle, et entra à maintes reprises dans des détails techniques qu'il possédait à fond, mais qu'il exprimait mal, n'étant pas doué au point de vue oratoire. Le ministère Decazes, auquel il s'était montré constamment favorable, le rappela aux affaires, en lui confiant pour la 3^e fois (30 décembre 1818), le département des Finances. Le poids des dépenses publiques était encore lourd à supporter. Louis provoqua, de la part des receveurs généraux, par certaines combinaisons de banque, de nouvelles avances de fonds, en leur donnant un intérêt direct dans les bénéfices qu'ils procuraient au Trésor. Il fit établir dans chaque département des livres auxiliaires du *Grand-Livre* de la dette publique, destinés à recevoir les fonds des habitants des provinces. Cette mesure fut vivement attaquée par l'opposition d'extrême droite comme pouvant avoir pour effet de propager par toute la France les jeux de bourse et l'agiotage. Pendant la session de 1818-19, en proposant un projet de loi relatif au monopole des tabacs, il fit un pompeux éloge de la régie, « dont les formes, dit-il, s'adoucisent de jour en jour, et avec laquelle les habitants se familiarisent de plus en plus. » Un murmure général accueillit ces paroles. Lors de la discussion de la loi de finances pour 1819, un député, M. Roy, ayant représenté au baron Louis que l'article concernant la dette flottante ne pouvait être réuni à un autre projet de loi parce que la proposition royale devait être mise en délibération telle qu'elle avait été présentée à la Chambre : « Eh bien ! nous la changerons ! » s'écria le ministre, et cette boutade excita l'hilarité générale. Louis se déclara partisan de l'augmentation de la dette consolidée de 42 millions de rente. Lorsque le ministère se trouva partagé en deux fractions dont l'une voulait le maintien de la loi des élections et de ses conséquences « libérales », Louis, qui était de cet avis, et qui représentait au pouvoir les royalistes constitutionnels, dut résigner son portefeuille le 19 novembre 1819, en même temps que Dessolle et Gouvion Saint-Cyr. Toutefois il resta ministre d'Etat et membre du conseil privé jusqu'à l'avènement du cabinet Villèle, c'est-à-dire jusqu'au 21 décembre 1821. Réélu député le 1^{er} octobre de cette année, par le 1^{er} arrondissement de la Meurthe (Nancy), avec 227 voix sur 403 votants et 482 inscrits, en même temps que par le 1^{er} arrondissement du Puy-de-Dôme (Clermont-Ferrand), avec 231 voix (441 votants, 540 inscrits), contre 190 à M. André d'Aubières, il opta pour Nancy, fut remplacé à Clermont-Ferrand le 24 janvier 1822, par M. de Trenquelay, et reprit sa place au centre gauche de la Chambre. « M. Louis, écrivait un biographe parlementaire, n'est point de ces financiers vulgaires qui pensent qu'un Etat puisse faire fortune comme un particulier. Sully n'était, en finance, qu'un fesse-mathieu, et il ne s'est fait qu'une réputation d'économies de bouts de chandelles ; mais M. Louis a bien une autre portée ! Il est impossible de développer plus de fécondité dans la science de l'impôt, plus de fini dans le talent des recouvrements, plus de

grâce et de moelleux dans l'art du garnisier. Ses rivaux se sont traînés sur des routines. M. Louis a toujours créé des moyens inconnus; il a fait jaillir de la douane des pensées neuves; la direction des droits réunis lui a fourni des tours imprévus, et le Grand-Livre des conceptions originales. Il a trouvé le secret d'être brillant dans la sommation et sublime dans la contrainte... » Et plus loin : « Il s'est toujours montré vif, entêté, tranchant, irascible. Il querrelait naguère un conseiller d'Etat dans son salon comme autrefois un garçon de bureau dans les corridors de la rue de Varennes. Livrée à ces fréquents moments d'impatience, Son Excellence jette sa tête dans ses deux mains insuffisantes pour dérober un nez qui a plus que la longueur ordinaire. Sa voix devient alors perçante et rude; elle atteint au *fa* des pianos les plus élevés... » Le baron Louis se prononça contre les lois d'exception et contre le ministère Villèle, qui parvint à faire échouer sa candidature à Nancy, le 25 février 1824, avec 112 voix contre 322 à l'Élu, M. Dubois de Ricourt. Il se retira alors à Berey, où il possédait de vastes terrains et des constructions, et fut renvoyé à la Chambre, le 17 novembre 1827, par le 2^e arrondissement de la Meurthe (Lunéville), avec 110 voix (145 votants, 174 inscrits), contre 33 au baron Saladin. Le même jour, il échouait à Château-Salins (même département) avec 80 voix, contre 83 à l'Élu, M. Jankowics, député sortant; mais il obtenait d'autre part, dans le 8^e arrondissement de Paris, 254 voix (496 votants), contre 229 au baron Leroy. Il opta pour Paris, siégea à la Chambre parmi les adversaires du cabinet Polignac, fut des 221, et, après avoir été réélu, le 23 juin 1830, député de Château-Salins par 125 voix (189 votants, 202 inscrits), contre 60 au député sortant, M. Jankowics, il prit une part active au renversement de Charles X et à l'établissement de la monarchie de Louis-Philippe. Le 30 juillet, il fut rappelé au ministère des Finances. La Commission municipale, puis le roi Louis-Philippe, ayant ratifié ce titre, le baron Louis eut à recommencer la pénible carrière qu'il avait déjà parcourue; mais l'âge n'avait pas plus amorti en lui l'activité que l'ambition. Ses efforts furent couronnés de succès; la marche des rentrées ne fut point interrompue, le service des dépenses ne souffrit aucun retard. Ministre du 30 juillet au 10 août, puis du 11 août au 1^{er} novembre 1830, il dut s'éloigner momentanément avec Guizot, de Broglie et Molé, parce que sa politique avait été jugée trop rétrograde par les partisans du « mouvement », mais il occupa encore le pouvoir, pour la dernière fois, du 13 mars 1831 au 10 octobre 1832. Il se déclara contre le séquestre des biens de Charles X et de sa famille, approuva (1832) l'état de siège, et après s'être fait réélire comme député, le 23 septembre 1831, par le 4^e collège de la Marne (Sézanne), en remplacement de Casimir Périer optant pour Paris, avec 170 voix (242 votants, 342 inscrits), contre 60 à M. de Guéhenneuc, il fut appelé par Louis-Philippe à la Chambre des pairs, le 11 octobre 1832. Il y siégea jusqu'à sa mort, y soutint constamment les mesures les plus conservatrices, et parla plusieurs fois sur les questions de finances. Il avait été fait par Louis XVIII grand-croix de la Légion d'honneur.

LOUIS-BAZILE (JEAN-BAPTISTE-CHARLEMAGNE), député de 1827 à 1834 et de 1852 à 1863, né à Montfey (Aube) le 31 mai 1786, mort à Dijon (Côte-d'Or) le 22 avril 1866, fut orphelin de bonne heure; au sortir du collège, il entra

dans l'industrie et devint maître de forges à Châtillon-sur-Seine. Capitaine de la garde nationale en 1815, il appartint, sous la Restauration, à l'opposition constitutionnelle, et fut élu député, le 17 novembre 1827, par les libéraux du 3^e arrondissement de la Côte-d'Or (Châtillon-sur-Seine), avec 160 voix (239 votants, 284 inscrits), contre 73 à M. de Framery. M. Louis-Bazile siégea à gauche, fut des 221, et obtint sa réélection, le 25 juin 1830, par 164 voix (232 votants, 278 inscrits), contre 64 à M. de Framery. Il prit part à l'établissement de la monarchie de Louis-Philippe, fut nommé colonel de la garde nationale, juge et président du tribunal de commerce de Châtillon-sur-Seine, et siégea à la Chambre dans la majorité qui soutint, à partir de 1830, la politique conservatrice. Réélu, le 5 juillet 1831, par 125 voix (144 votants, 171 inscrits), il ne se représenta pas en 1834. Candidat aux élections du 1^{er} août 1846, il échoua à Châtillon-sur-Seine, avec 103 voix contre 161 à l'Élu, M. Nisard. Rallié, après 1848, au gouvernement présidentiel de L.-N. Bonaparte, il adhéra au coup d'Etat, et fut élu, avec l'appui officiel de l'administration, le 29 février 1852, député de la 3^e circonscription de la Côte-d'Or au Corps législatif, par 27,914 voix (28,671 votants, 38,727 inscrits). M. Louis-Bazile s'associa au rétablissement de l'Empire qu'il soutint constamment de ses votes jusqu'en 1863, ayant obtenu le renouvellement de son mandat, le 22 juin 1857, par 18,023 voix (26,550 votants, 36,767 inscrits), contre 6,611 à M. A. Lévy, et 1,785 à M. Louis Philippon. Officier de la Légion d'honneur le 12 août 1863, M. Louis-Bazile était le frère de M. Charles Louis, ancien adjoint au maire du 5^e arrondissement de Paris, et le beau-père de M. de Maupas, député de l'Aube.

LOUIS XVIII (LOUIS-STANISLAS-XAVIER, COMTE DE PROVENCE), pair de France et roi, né à Versailles (Seine-et-Oise) le 17 novembre 1755, mort à Paris le 16 septembre 1824, petit-fils de Louis XV et frère puîné de Louis XVI, porta d'abord le titre de comte de Provence, épousa en 1771 Marie-Joséphine-Louise de Savoie, et, à l'avènement de Louis XVI, prit, suivant les usages de la monarchie, le titre de *Monsieur* dévolu au frère aîné du roi. Il profita, mieux que ses frères, de l'éducation littéraire assez étendue qu'il reçut sous la direction de M. de La Vauguyon, devint le lettré de la famille, un lettré qui n'était pas exempt de quelque pédantisme, et déplut à Marie-Antoinette par le ton de dédaigneuse supériorité qu'il affectait à la cour. Sous le règne de son frère, il réunissait chez lui une société de littérateurs et de publicistes et se faisait le centre d'un petit groupe de frondeurs et d'opposants. Membre de la première assemblée des notables (1787), il eut la présidence de l'un des sept bureaux, et contribua à la chute de Calonne. Dans son bureau, le deuxième, il se prononça pour la double représentation du tiers aux Etats-Généraux et refusa de signer la protestation des princes contre la convocation de ces Etats. Cette conduite lui valut une certaine popularité. Resté en France après le 14 juillet, il prodigua à la famille royale des conseils qui ne furent pas toujours bien accueillis, fut nommé secrètement, après les journées d'octobre, lieutenant général du royaume, et fit, auprès du conseil de la commune de Paris, pour se défendre d'avoir trempé dans la conspiration de Favras, une démarche qui flatta au plus haut point les sentiments de la bourgeoisie parisienne, mais qui excita la colère des émigrés. Le prince de Condé écri-

vait, à ce sujet, le 6 janvier 1790, à Larouzière : « Est-il possible que le sang des Bourbons s'avilisse à ce point et qu'il coule dans les veines d'un homme, si c'en est un, qui se permet une démarche évidemment dictée par la peur et par la bassesse? » Et, le 9 : « Il est donc dans la boue au point qu'il y en a qui disent qu'il ne serait pas étonnant qu'il fût obligé de se sauver. Le peuple fouillait toutes les voitures qui sortaient du Luxembourg, pour voir si Monsieur ne se sauvait pas en cachette. Il n'y a que les enragés de l'Assemblée qui aient été chez lui au jour de l'an. » Le comte de Provence protesta à maintes reprises contre les projets d'émigration qu'on lui prêtait, et quitta cependant le palais du Luxembourg, sa résidence, dans la nuit du 20 au 21 juin 1791, en même temps que la famille royale s'échappait des Tuileries : plus heureux que celle-ci, Monsieur atteignit Bruxelles au moyen d'un vieux passe-port anglais qu'il avait gratté de sa propre main, se rendit de là à Coblenz, s'y établit, reçut de Louis XVI de pleins pouvoirs pour agir comme lieutenant général du royaume, fut un des instigateurs de la déclaration de Pillnitz, et contribua dès lors, par ses sollicitations auprès des princes étrangers, à allumer la guerre contre la Révolution : il prit même avec le comte d'Artois, son frère, quelque part aux opérations de l'armée de Condé. Quand les troupes de l'émigration furent licenciées, Monsieur se retira en Westphalie ; prit le titre de régent du royaume après la mort de Louis XVI, et déclama devant quelques émigrés le dauphin roi de France, sous le nom de Louis XVII. Après avoir consciencieusement rempli son rôle de régent *in partibus*, il fut lui-même, à la mort du jeune prisonnier du Temple, reconnu « roi de France et de Navarre » par ses partisans, et eut une maison civile et militaire. Bien que soutenu par les subsides de l'Angleterre, de la Russie et des autres puissances coalisées, il se vit réduit, durant la période révolutionnaire, à changer plusieurs fois de résidence et il implora, sans pouvoir toujours l'obtenir, de diverses villes telles que Venise, Blankenbourg dans le duché de Brunswick, Mittau en Courlande, et Varsovie, une hospitalité que les victoires de la République rendaient infiniment précaire. En 1803, il refusa, non sans dignité, les singulières propositions que lui fit faire le premier Consul de renoncer pour lui et sa famille à la couronne de France, en échange d'une riche compensation pécuniaire et d'indemnités territoriales en Italie. Puis il protesta, lors de la proclamation de l'Empire, contre cette usurpation de « ses droits » ; transporta, après la paix de Tilsitt, sa royauté nomade en Angleterre, et chercha à se faire reconnaître comme roi de France par les Anglais ; mais il ne fut jamais, officiellement, pour eux, que le « comte de Lille », nom sous lequel il avait voyagé. Il résida d'abord à Gosfield, jusqu'à la mort de la princesse sa femme, puis au château de Hartvelt, attendant que les fautes de Napoléon lui rouvrirent les portes de la France. Les événements de 1813 et de 1814 lui rendirent quelque espoir. En janvier 1814, le duc d'Angoulême, le duc de Berry et le comte d'Artois partirent secrètement pour agir dans différentes parties de la France au moment de l'entrée des armées étrangères. L'opinion libérale ne pardonna jamais à Louis XVIII d'être rentré à Paris au milieu d'un état-major anglais, russe et prussien, d'avoir fait Wellington maréchal de France, d'avoir nommé un étranger, le baron

Muffling, gouverneur de sa capitale, de n'avoir pas empêché le pillage du Musée par les Prussiens, d'avoir accordé aux alliés la dissolution de l'armée de la Loire, etc. Appelé au trône par une décision du Sénat impérial, il débarqua, à Calais, et reçut, à Saint-Ouen, un projet de « déclaration » ainsi rédigé par Talleyrand : « Pénétré de la nécessité de conserver autour de nous ce Sénat, aux lumières duquel nous reconnaissons devoir en partie notre retour dans notre royaume... Tels sont les principes sur lesquels sera établie la Charte que nous jurons et ferons jurer d'observer dès qu'elle aura été consentie par les corps représentatifs et acceptée par le peuple français. » Mais, à cette rédaction, Louis XVIII substitua la suivante : « Après avoir lu attentivement le plan de Constitution proposé par le Sénat, nous avons reconnu que les bases en étaient bonnes, mais qu'un grand nombre d'articles portant l'empreinte de la précipitation avec laquelle ils ont été rédigés, ils ne peuvent, dans leur forme actuelle, devenir lois fondamentales de l'Etat, etc. » Puis le roi convoqua le Sénat et le Corps législatif pour le 10 juin, et promettait de maintenir le gouvernement représentatif en deux corps, Sénat et Chambre des députés des départements. Quand le Sénat se presenta pour lui offrir ses hommages, Louis XVIII répondit : « Je suis sensible à l'expression des sentiments du Sénat », et il donna congé. Le 4 juin, il octroya la Charte, datée de la dix-neuvième année de son règne. Vis-à-vis des princes alliés, il sut montrer une dignité et une fermeté qui rendirent moins onéreuses les charges de l'occupation et les exigences des vainqueurs. Ces difficultés applanies, il accepta son rôle de roi constitutionnel, et, avec le fonds de scepticisme que devaient laisser, chez un prince qui se piquait de philosophie, des fortunes si diverses, il se sembla le plus souvent chercher dans la politique que l'occasion d'un bon mot ou d'une citation littéraire, dont il était prodigue. Ne prenant aux affaires publiques qu'une part assez restreinte, il amusa ses loisirs à composer des petits vers, et à osciller entre les partisans d'une monarchie « tempérée » et les émigrés qui n'avaient rien oublié ni rien appris et qui réclamaient impérieusement le rétablissement de leurs privilèges. Il essaya à peine de résister lorsqu'il apprit le débarquement de Napoléon sur la côte de Provence, gagna la frontière et attendit à Gand l'issue des événements. Rentré encore avec les étrangers, il laissa marquer le début de cette seconde Restauration par des réactions et des vengeances principalement dirigées contre les personnages qui avaient fait défection pendant les Cent-Jours, et organisées avec le concours de Fouché, l'ancien régicide ; il permit d'exécuter les condamnations à mort de Ney, de Labédoyère, de Mouton-Duvernet, des frères Faucher, etc. Il goûtait peu, cependant, les violences des « ultras » dont la « Chambre introuvable » fut en majorité composée, et ce fut d'après la volonté expresse du roi que le ministre de ses préférences, Decazes, prononça, le 5 septembre 1816, la dissolution de la Chambre des députés. Cependant la faction des ultras, qui avait le comte d'Artois pour chef, continua de lutter dans l'assemblée nouvelle, même contre le roi, qui dut, après l'attentat de Louvel contre le duc de Berry (1820), se séparer de son ministre favori. A dater de ce jour, fatigué des luttes qu'il avait tenté de soutenir avec peu de succès contre le parti féodal, et d'ailleurs

devenu souffrant, Louis XVIII resta de plus en plus étranger au gouvernement. Bientôt, au ministère du duc de Richelieu succéda le cabinet Villèle, appuyé sur la droite. Pendant le cours des événements, plusieurs complots et tentatives insurrectionnelles avaient été étouffés avec rigueur, comme celles des frères Lallemand et de Lefèvre-Desnouettes (1814), la conspiration dite de Didier à Grenoble (1816), celle dite des *patriotes*, à Paris, la même année, le complot de Lyon (1816), celui de 1820 à Paris, les affaires de Colmar et de Belfort (1822), des sergents de la Rochelle, etc. La guerre d'Espagne en faveur de l'absolutisme fut le dernier événement important du règne, dont l'expulsion de Manuel de la Chambre, de nouvelles élections défavorables à la gauche (1825), une indemnité de 1 milliard accordée aux émigrés, enfin la prise de possession du pays par la Congrégation marquèrent la fin. M. Achille de Vaulabelle a écrit : « Arrivé au trône à l'âge de soixante ans, après vingt-cinq années d'un exil souvent pénible et presque toujours troublé, Louis XVIII se montra aux Tuileries tel qu'on l'avait vu sur le sol étranger, c'est-à-dire soumis aux événements, et docile aux influences de son entourage. Condamné à l'immobilité par des infirmités cruelles, son ignorance des affaires et son aversion pour les soins et les soucis du gouvernement lui firent constamment chercher le calme nécessaire à ses habitudes d'esprit et à ses maux, dans une sorte de tutelle intime qui le dirigea vers les partis opposés... La nature lui avait refusé la puissance virile; toutes ses ardeurs étaient dans le cerveau; aussi se complaisait-il dans les conversations *galantes* et sa mémoire était-elle un répertoire inépuisable de licencieuses anecdotes. Il serait aussi difficile d'accuser les vices de Louis XVIII que de louer ses vertus : facile, prodigue même envers ceux qui possédaient momentanément son affection, il se montrait oublieux plutôt qu'ingrat envers les hommes dont il avait reçu le plus de services. On ne peut dire qu'il fut humain; lui appliquer le nom d'impitoyable serait injuste; il était indifférent. »

LOUIS-PHILIPPE I^{er}, DUC D'ORLÉANS, pair de France, roi des Français, né à Paris, au Palais-Royal, le 6 octobre 1773, mort au château de Claremont, comté de Surrey (Angleterre), le 26 août 1850, fils le Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, plus tard Philippe-Egalité, et de Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon-Penthièvre, eut pour parrain Louis XVI et pour marraine Marie-Antoinette, et reçut, en naissant, le titre de duc de Valois. A trois ans, on lui remit les provisions de gouverneur du Poitou; à cinq ans, il fut confié aux soins du chevalier de Bonnard, et, à neuf ans, son père plaça ses frères et lui sous la direction de Mme de Genlis, qui, favorable aux théories de Rousseau, les fit instruire dans les langues modernes, et les habitua à « mépriser toute sorte de mollesse ». « Le duc de Valois, disait-elle, a un bon sens naturel; il aime la raison comme les autres enfants aiment les contes frivoles. » Devenu duc de Chartres en 1785, il reçut alors le brevet de colonel du 14^e dragons. Préparé par une éducation philosophique, comme on l'entendait à la fin du XVIII^e siècle, à sympathiser au mouvement d'idées qui allait amener la Révolution, il en adopta avec enthousiasme les principes, applaudit, des fenêtres de la maison de Beaumarchais, à la prise de la Bastille, et se présenta, le 9 février 1790, en

uniforme de garde national, au district de Saint-Roch pour prêter le serment civique; il signa, sur le registre, *citoyen de Paris*; il brigua le grade de commandant du bataillon de ce district : on lui préféra un boucher. Puis, comme son père, il se fit recevoir aux Jacobins. Présenté, le 22 octobre 1790, par M. de Sibray, il fut admis le 1^{er} novembre : « J'ai été accueilli aux Jacobins, écrit-il, j'ai témoigné ma reconnaissance de l'accueil plein de bonté qu'on voulait bien me faire, et j'ai assuré que je ne m'écarterais jamais des devoirs sacrés de bon patriote et de bon citoyen. » Le 6 juin 1791, il rejoignit le 14^e dragons à Vendôme, reçut de la municipalité une couronne civique (10 août, pour avoir tiré du Loir un sous-inspecteur des ponts et chaussées qui se noyait, et fut envoyé (14 août) à Valenciennes comme commandant de place. Quand la guerre éclata, au printemps de 1792, il entra en campagne sous les ordres de Biron, et reçut le baptême du feu à Boussu, « de la manière la plus brillante et la plus tranquille », écrivit le général en chef. Nommé maréchal-de-camp (7 mai) après les affaires de Quérignon et de Quicvrain, il prit part à la prise de Courtray à la tête d'une brigade de cavalerie, fut promu lieutenant-général le 11 septembre, puis, le 20, commanda la seconde ligne de Kellermann à Valmy, et le 6 novembre, le centre, à Jemmapes, sous Dumouriez. Bédia, depuis le 10 août, il ne s'appelait plus qu'Égalité; la Convention qui venait de bannir tous les membres de la famille des Bourbons, avait fait une exception pour son père et pour lui. Après Jemmapes, il reçut l'ordre de se rendre à Strasbourg; il vint à Paris pour réclamer contre cette décision, et, dans l'antichambre du ministre de la Guerre, rencontra Danton, avec lequel il eut une curieuse entrevue, et qui lui conseilla de se rendre à son poste, en lui disant amicalement : « Soyez raisonnable, ou gare à vous! » Pendant ce voyage, il ne put décider son père à partir pour l'Amérique. Il retourna à l'armée, se battit vaillamment à Nerwinden (18 mars 1793) où il soutint la retraite, et bientôt, proscrit comme son général en chef, se rendit (1 avril) au quartier général du prince de Cobourg : Marat avait demandé qu'on mit sa tête à prix, et la Convention avait décrété d'arrestation son père et toute sa famille. Il se réfugia en Suisse; là, ses ressources épuisées, en septembre 1793, il dut entrer comme professeur de géographie et de mathématiques dans un pensionnat de Reichenau, où il resta huit mois sous le nom de Chabaud-Lattour : les habitants le nommèrent même leur député à l'assemblée cantonale de Coire. Après l'exécution de son père, il quitta Reichenau, et se rendit à Bremgarten, auprès du général de Montesquiou, qui le garda auprès de lui jusqu'en 1794, sous le nom de Corby, et comme un de ses anciens aides-de-camp. Il gagna alors Hambourg, pour passer aux États-Unis; mais, n'ayant pu exécuter ce dessein, il visita le nord de l'Europe, et alla jusqu'en Laponie. De retour à Hambourg en janvier 1796, il s'embarqua pour l'Amérique en septembre, et arriva à Philadelphie le 21 octobre : le Directoire avait fait de ce nouvel exil la condition de la mise en liberté de sa mère et de ses frères, et le ministre de France à Hambourg avait facilité son départ. Ses frères le rejoignirent aux États-Unis, et rentrèrent avec lui en Angleterre en janvier 1800. Il y eut, à ce moment, une réconciliation entre les deux branches de la maison de Bourbon; la lettre de Louis XVIII, datée du 27 juin 1799 à Mittau, « acceptait les

avenx et la soumission du jeune prince que son peu d'expérience avait livré aux suggestions d'un père monstrueusement criminel. » Le duc d'Orléans se fixa à Twickenham, près de Londres; il perdit ses deux frères, l'un en janvier 1807, l'autre en juin 1808, et se rendit à la cour de Palerme. Une de ses lettres au comte d'Antraignes, réfugié à Londres, montre combien l'inaction lui pesait : il conseillait aux Anglais de s'emparer des îles Ioniennes occupées alors par les Français, se proposait pour cette expédition, et envoyait des plans pour combattre « Buonaparte sur qui il faut concentrer toutes les forces ». Le voyage de Palerme avait pour objet un mariage avec la fille de Ferdinand IV, la princesse Marie-Amélie; cette union fut célébrée le 25 novembre 1809. C'est à Palerme que le duc d'Orléans reçut, le 22 avril 1814, la nouvelle de l'abdication de Napoléon. Le 17 mai, il se présentait devant Louis XVIII. Le roi lui maintint son titre de lieutenant-général, le nomma colonel-général des Hussards, grand-croix de Saint-Louis, et lui rendit ses biens. Installé avec sa famille au Palais-Royal, il conquit assez vite, grâce au libéralisme qu'on lui prêtait, une inquiétante popularité. Déjà un complot noué par Drouot d'Erion, Lefebvre-Desnouettes et les frères Lallemand, s'ébauchait pour le porter au trône, quand Napoléon débarqua de l'île d'Elbe. A cette nouvelle, le duc d'Orléans fut envoyé à Lyon pour arrêter la marche de l'empereur; mais, voyant que toute résistance serait inutile, il revint à Paris, et fut appelé au commandement des départements du Nord, qu'il remit (23 mars) au maréchal Mortier, en s'embarquant pour l'Angleterre. Il reentra en même temps que le roi, après Waterloo. Membre de droit de la Chambre des pairs en vertu d'une ordonnance royale, il fut nommé (3 juillet 1816) grand-croix de la Légion d'honneur. Ayant parlé avec modération, à la Chambre haute, contre les tendances réactionnaires qui se faisaient jour, lors de la discussion de l'adresse, il éveilla de nouveaux soupçons, et résolut de ne plus paraître au Luxembourg. Mais Louis XVIII lui fit comprendre l'opportunité d'un nouveau séjour en Angleterre, d'où il n'obtint l'autorisation de revenir qu'en février 1817. Bien que son nom fût souvent mêlé aux complots de l'époque, son attitude circonspecte ne donna prise à aucun reproche. Après la mort de Louis XVIII, Charles X lui rendit le titre d'*Altesse royale*. Ses relations avec les chefs du parti libéral, l'éducation en commun qu'il faisait donner à ses fils, les vertus privées de sa famille, lui assuraient les sympathies de la bourgeoisie, et ce fut elle qui, sans qu'il l'eût cherché ni souhaité, le porta au trône aux journées de juillet; Louis-Philippe était plus soucieux de conserver sa fortune retrouvée qu'ambitieux de la couronne, et il accepta l'une plutôt que de renoncer à l'autre : « Qu'on fasse de mon frère, disait Madame Adélaïde, un président, un garde national, tout ce qu'on voudra, pourvu qu'on n'en fasse pas un proscrit. » On sait ses hésitations au lendemain des Ordonnances; il fallut aller le chercher à Neuilly : « On me suppliait d'accepter, écrivit-il plus tard; la République allait être proclamée. Je croyais que c'était le plus grand malheur qui pût frapper la France, je me résignai. » Il accepta donc, le 31, la lieutenance générale que lui offrait la Chambre des députés, et à laquelle, de son côté, Charles X l'appela le lendemain. Pendant que le nouveau lieutenant général faisait sanctionner ses pouvoirs à l'Hôtel de Ville, Charles X abdi-

quait, et le chargeait de faire proclamer Henri V. Mais, le 3 août, le lieutenant général ouvrait les Chambres, la Charte était revue, et le 7 août, sur 252 députés présents, 219 proclamaient Louis-Philippe roi des Français. Le même jour, et avant d'accepter la couronne, Louis-Philippe faisait une donation universelle de ses biens à ses enfants, l'aîné excepté, sous la seule réserve d'usufruit. Roi constitutionnel, c'est à la biographie de chacun de ses ministres qu'on retrouvera l'histoire du règne; et cependant Louis-Philippe ne fut jamais esclave de la formule constitutionnelle : le roi règne et ne gouverne pas. Il se mêla toujours ouvertement à la marche des affaires; très laborieux, il travaillait une partie des nuits, surtout quand, avec Guizot, il avait fait triompher son système personnel. « Plein de bravoure personnelle, a dit de lui ce ministre, mais timide en politique, il préférait l'adresse à la force et s'étudiait à tourner les obstacles au lieu de les attaquer de front. » Ce règne de dix-huit ans eut quatre phases distinctes : de 1830 à 1831, le roi dut céder au mouvement qui l'avait placé au pouvoir; mais, après le sac de l'archevêché, il appuya l'avènement de la politique de résistance personnifiée dans Casimir Périer, et qui fut suivie jusqu'au ministère Thiers (22 février 1836); le trône affermi, le roi entra en lutte sourde avec le pouvoir parlementaire; cette lutte dévora plusieurs cabinets, et finit par le triomphe du système personnel du roi, à l'avènement du ministère Guizot (27 octobre 1840); à partir de cette date, jusqu'en 1848, le roi et le pouvoir parlementaire combattirent ensemble les revendications libérales, les réformes réclamées, et furent vaincus tous les deux le 24 février 1848. A l'extérieur, Louis-Philippe subordonna modestement sa politique au principe de « la paix à tout prix ». M. Renan a dit assez justement : « Flottant entre le roi élu et le roi légitime, Louis-Philippe se vit entraîné à des démarches incertaines. Il se prêta d'abord à l'idée d'une origine toute populaire, plus tard il se rattacha à une autre théorie; mais il ne sortit jamais de ce dilemme fatal : faible quand il était fidèle à ses obligations, blessant quand il ne l'était pas, il se laissait arracher comme des concessions les actes que l'opinion dont il avait reçu l'investiture réclamait comme des droits. » Le 24 février 1848, pendant que la garde nationale de la place du Carrousel criait : Vive la réforme! le roi, pressé par les siens et par quelques amis, signa son abdication en faveur du comte de Paris. Puis il partit à la hâte, en fiacre, emprunta de l'argent à Versailles pour continuer son voyage, et arriva à Dreux. Le 25, à la nouvelle que la République était proclamée, il ne songea plus qu'à quitter la France, et, après de réels dangers, il put s'embarquer avec la reine à Houffleur; ils abordèrent en Angleterre le 3 mars, et se fixèrent au château de Claremont, qui appartenait à leur gendre le roi des Belges. Le roi laissait en partant près de 28 millions de dettes, que l'on finit d'acquitter intégralement en 1850. Dans sa nouvelle résidence, Louis-Philippe s'occupa de continuer ses *Mémoires*; mais les événements récents avaient ébranlé sa santé, et il mourut, le 26 août 1850, à 76 ans, avec les suprêmes consolations de l'Eglise.

LOURIOU (JEAN-FÉLIX-AUGUSTE), représentant en 1849, né à Grez (Belgique) le 16 décembre 1804, mort à Clermont (Oise) le 10 janvier 1879, étudia le droit et s'établit à Bourges

comme avocat. Il se distingua au barreau de cette ville et dut à ses déclarations républicaines d'être porté, par le parti avancé, comme candidat dans le Cher aux élections du 13 mai 1849 pour l'Assemblée législative : élu représentant du peuple, le 4^e sur 6, par 32,648 voix (61,469 votants, 82,313 inscrits), M. Louriou prit place à la Montagne, appuya l'interpellation de Ledru-Rollin sur l'expédition de Rome, et se trouva compromis dans l'affaire des Arts et Métiers (13 juin), bien que son rôle personnel n'y eût pas été bien nettement établi. Des poursuites ayant été autorisées contre lui par la majorité de l'Assemblée, M. Louriou se constitua lui-même prisonnier et comparut devant la haute cour de Versailles. « Sa présence au Conservatoire dans la journée du 13, lit-on dans l'acte d'accusation, est constatée par les fragments de sa carte de représentant, qui ont été trouvés dans le jardin près de la porte qui ouvre du côté de la rue du Vert-Bois. En rassemblant ces débris, on recompose complètement la syllabe *iou*, et l'on voit que la carte a dû être déchirée avec les dents. » M. Louriou au cours de son interrogatoire, déclara qu'il n'avait pas signé personnellement les divers manifestes de la Montagne, et qu'il n'avait connu ces proclamations que par les journaux où son nom avait été ajouté aux autres. A cette question du président : « Etes-vous allé au Conservatoire le 13 juin ? » il répondit : « L'accusation le prétend, mais c'est au moyen d'une induction. Je lui demande de me le prouver. Elle tire cette induction d'un fragment de carte sur laquelle on retrouve trois lettres se rapportant à mon nom ; il faudrait établir que ce fragment de carte provient de la carte qui m'appartenait ; et ce ne serait pas encore assez, il faudrait que l'accusation démontrât que ce fragment avait été apporté par moi, le 13 juin, au Conservatoire. Or, ce fragment m'a été présenté, et je dis devant MM. les jurés ce que j'ai dit dans mon interrogatoire, c'est que *je ne sais pas* si ce fragment de carte appartient ou non à ma propre carte. » M. Louriou bénéficia du caractère ambigu de sa situation et fut acquitté par la haute cour. Il donna alors sa démission de représentant, et reprit à Bourges l'exercice de sa profession d'avocat, qu'il continua d'exercer pendant toute la durée de l'Empire, s'occupant aussi d'études historiques et archéologiques. Après le 4 septembre 1870, M. Louriou fut nommé préfet du Cher ; il eut pour successeur dans cette fonction, en 1871, M. Camescasse, qui fut plus tard préfet de police et député. Il fut quelque temps membre du conseil général du Cher pour le canton de Sancoins, et se fixa à Versailles dans les dernières années de sa vie. Atteint de paralysie, M. Louriou mourut dans une maison de santé à Clermont (Oise), le 10 janvier 1879.

LOURTIES (VICTOR-CHRISTOPHE-GABRIEL), membre du Sénat, né à Aire-sur-l'Adour (Landes) le 21 juillet 1844, étudia la médecine, se fit recevoir docteur et se fixa à Aire dont il devint maire et conseiller général. Élu, le 5 janvier 1888, sénateur des Landes par 397 voix sur 708 votants, il prit place à gauche et vota avec les opportunistes de la Chambre haute. Il parla sur la loi organique militaire, appuya le contre-projet de MM. de Carné et Alfred Biré tendant à simplifier les opérations du conseil de révision, intervint (13 novembre 1888) dans la discussion du projet de loi ayant pour but la réorganisation d'une école de service de santé militaire, et vota, en dernier lieu,

pour le rétablissement du scrutin d'arrondissement (13 février 1889), pour le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, pour la procédure à suivre devant le Sénat contre le général Boulanger.

LOUSMEAU-DUPONT (AIMÉ-MARGUERITE), député en 1789, né à Lyon (Rhône), le 4 novembre 1741, mort à une date inconnue, curé de Saint-Didier de Chalaronne (Ain), fut élu, le 28 mars 1789, député du clergé aux États-Généraux par la sénéchaussée de Trévoux. Il n'eut qu'un rôle parlementaire sans importance et n'appartint pas à d'autres assemblées.

LOUSTALOT (GUSTAVE), représentant en 1871, député de 1876 à 1877, de 1878 à 1885, et de 1886 à 1889, né à Dax (Landes) le 4 janvier 1826, fit de bonnes études de droit et devint un avocat distingué du barreau de sa ville natale. Quatre fois bâtonnier de l'ordre, il fut élu conseiller municipal de Dax, et se fit remarquer par l'ardeur avec laquelle il combattit le gouvernement impérial dans plusieurs journaux démocratiques du Midi. Sous-préfet de Dax au 4 septembre, il se présenta, le 2 juillet 1871, comme candidat à l'Assemblée nationale, lors de l'élection complémentaire motivée dans les Landes par l'option de trois représentants, et fut élu, le 3^e de la liste républicaine, par 28,741 voix (55,536 votants, 84,844 inscrits). Le 8 octobre suivant, le canton de Dax nomma M. Loustalot conseiller général. A l'Assemblée, il fit partie de la gauche républicaine et vota contre la pétition des évêques, contre le pouvoir constituant, pour le service militaire de trois ans, pour la dissolution, contre la chute de Thiers au 24 mai, contre le septennat, contre l'état de siège, contre la loi des maires, contre le ministère de Broglie, pour les amendements Wallou et Pascal Duprat, et pour l'ensemble des lois constitutionnelles, dont il se montra un des partisans les plus résolus. Un amendement, dont il était l'auteur, devint l'article 31 de la loi organique des conseils généraux : aux termes de cet article, dans chaque département, le compte rendu officiel des séances du conseil général est mis à la disposition de tous les journaux. M. Loustalot se représenta, le 20 février 1876, dans la 1^{re} circonscription de Dax, et obtint 5,211 voix seulement contre 5,696 à l'élus conservateur, M. de Cardenau, et 233 à M. Sourignes ; mais l'élection de M. de Cardenau ayant été invalidée notamment pour des distributions de secours faites la veille du scrutin à de « faux inondés », M. Loustalot affronta de nouveau le scrutin et fut élu, le 21 mai 1876, par 6,066 voix (12,061 votants, 14,434 inscrits), contre 5,946 au député sortant. Il fut un des 363 adversaires du gouvernement du Seize-Mai, et échoua, après la dissolution de la Chambre, le 14 octobre 1877, dans la même circonscription, avec 5,869 voix contre 5,526 au candidat officiel, son ancien concurrent, M. de Cardenau, élu. Une nouvelle invalidation de ce dernier remit pour la quatrième fois les deux adversaires en présence, et M. Loustalot redevint député de Dax, le 7 avril 1878, par 6,592 voix (12,518 votants, 15,001 inscrits), contre 5,866 à M. de Cardenau. Avec la majorité républicaine, il soutint les ministères de gauche qui occupèrent le pouvoir, et se prononça pour l'article 7, pour l'amnistie partielle, pour l'invalidation de l'élection de Blanqui, pour les lois nouvelles sur la presse et le droit de réunion. Il parut assez fréquemment à la tribune

et présenta diverses propositions, parmi lesquelles il faut citer son projet (mai 1880) tendant à modifier le mode de nomination des conseillers généraux et à les faire élire en nombre proportionnel à la population du canton. Ce projet fut, au Palais-Bourbon, l'objet d'un intéressant échange d'observations entre MM. Niel, Savoye, de Marcère, Durfort de Civrac, Loustalot et Constans. Finalement, la Chambre décida que les cantons d'une population de 20,000 habitants et au-dessus nommeraient deux conseillers généraux au lieu d'un. Mais la proposition de M. Loustalot trouva moins de faveur au Sénat où elle fut rejetée sans discussion, sur le rapport de M. Robert de Massy. Réélu député, le 21 août 1881, par 8,478 voix (9,533 votants, 15,128 inscrits), M. Loustalot appuya de ses votes la politique opportuniste des cabinets Gambetta et J. Ferry, et se prononça *contre* la séparation de l'Église et de l'État, *pour* les crédits de l'expédition du Tonkin, etc. Il fut inscrit, le 4 octobre 1885, sur la liste républicaine des Landes, et ne réunit que 33,242 suffrages sur 71,339 votants. Mais les élus conservateurs ayant été invalidés en bloc par la nouvelle Chambre, M. Loustalot bénéficia d'un nouveau scrutin, et l'emporta, le 14 février 1886, le 4^e sur 5, avec 37,960 voix (72,400 votants, 83,105 inscrits). Il reprit alors sa place à gauche, soutint les ministères Rouvier et Tirard, et fit de nouveau adopter à la Chambre (juillet 1886), par 302 voix contre 205, une loi donnant 2 conseillers généraux aux cantons de plus de 20,000 habitants, loi que le Sénat repoussa une seconde fois; il vota, à la fin de la législature, *pour* le rétablissement du scrutin d'arrondissement (11 février 1889), *pour* l'ajournement indéfini de la révision de la Constitution, *pour* les poursuites contre trois députés membres de la Ligue des patriotes, *pour* le projet de loi Lisbonne restrictif de la liberté de la presse, *pour* les poursuites contre le général Boulanger.

LOUVEAU (JOSEPH-PIERRE), député au Conseil des Cinq-Cents, né en 1747, mort à Paris le 18 avril 1822, fut procureur au Châtelet de Paris. Il fut élu (23 germinal an V) député de la Mayenne au Conseil des Cinq-Cents, par 79 voix (98 votants), siégea jusqu'en l'an V, et devint, le 9 floréal an VIII, juge au tribunal d'appel d'Angers, titre qu'il échangea, le 2 avril 1811, contre celui de conseiller à la cour impériale d'Angers.

LOUVEL DE MONCEAUX (FRANÇOIS-ARMAND-BONAVENTURE), député de 1822 à 1830, né à Coutrières (Manche) le 4 mai 1768, mort le 6 août 1843, était officier d'artillerie sous l'ancien régime. Il émigra à la Révolution, servit à l'armée des princes et commanda l'armée royale de l'ouest par intérim. Chevalier de Saint-Louis à la Restauration, il fut élu, le 13 novembre 1822, député du 3^e arrondissement électoral de la Manche (Coutances), par 226 voix (294 votants, 422 inscrits), contre 52 au vicomte de Blangy, et siégea au centre ministériel. Réélu, le 25 février 1824, par 223 voix (230 votants, 339 inscrits), et, le 17 novembre 1827, par 138 voix (184 votants, 296 inscrits), contre 40 à M. Cahouet, il continua de siéger au centre, vota *pour* le milliard des émigrés, les lois sur le sacrilège, sur le droit d'aînesse, sur la conversion des rentes et contre la liberté de la presse. Il soutint également le ministère Polignac contre les 221, et ne fut pas réélu aux élections de juin 1830. Les biographies du temps rapportent ce-

pendant que M. Louvel n'était ministériel qu'à la Chambre et que, dans sa commune, il ne négligeait aucune occasion de blâmer les ministres et leur système.

LOUVET (PIERRE-FLORENT, CHEVALIER), député en 1791, membre de la Convention, député au Conseil des Cinq-Cents et au Corps législatif de l'an VIII à 1815, représentant aux Cent-Jours, né à Lancourt (Somme) le 20 novembre 1757, mort à Paris le 24 mai 1818, « fils de Joseph-Antoine Louvet, laboureur à Lancourt, et de Henriette Debout », était avocat avant la Révolution. Il devint, en 1790, juge au tribunal de district de Montdidier. Élu, le 3 septembre 1791, député de la Somme à l'Assemblée législative, le 10^e sur 12, par 279 voix (336 votants), il opina avec la majorité réformatrice et prit plusieurs fois la parole, sur la suppression des apanages des princes émigrés, sur la suppression des droits casuels, fit rendre un décret pour accélérer les jugements de la Haute-Cour, défendit le marquis de Saint-Huruge qui venait d'être arrêté à Péronne, fit prohiber l'exportation des matières d'or et d'argent, etc. Le 9 septembre 1792, il fut envoyé à la Convention par le même département, le 8^e sur 13, avec 296 voix (442 votants). Dans le procès du roi, Florent Louvet, dont les opinions se rapprochaient de celles des Girondins, exprima l'avis suivant : « Je vote pour la réclusion pendant la guerre, et pour le bannissement à perpétuité après la paix. Telle est mon opinion, j'en ai donné les motifs, ils sont imprimés, je m'y réfère. J'ai peut-être été dans l'erreur; mais j'avais pour moi les réflexions que me font naître les circonstances où nous vivons, et celles où nous vivrons probablement encore longtemps; j'avais pour moi les leçons de l'histoire, les exemples des temps anciens, ceux des temps modernes, et l'exemple célèbre du premier des Brutus, dont l'image, M. le président, est au-dessus de vous, comme pour nous rappeler à ce généreux exemple. Mon opinion ne me paraît pas devoir être celle qui prévaut; mais je n'en ai pas moins dû vous l'énoncer, puisque je l'ai crue et la crois encore la plus utile. Puisse au surplus le génie tutélaire de la République garantir mon pays des malheurs qui, je le dis avec un profond sentiment de douleur, me paraissent menacer la liberté française. » Il combattit le système d'établissement des grandes communes, protesta contre l'arrestation de ses collègues au 31 mai, vota contre Robespierre au 9 thermidor, et intervint dans plusieurs discussions intéressantes l'armée, les contributions, les écoles, etc. Député de la Somme au Conseil des Cinq-Cents, le 23 vendémiaire an IV, avec 302 voix (315 votants), il obtint, le 24 germinal an VI, le renouvellement de ce mandat. Il se montra favorable au 18 brumaire, et, le 4 nivôse an VIII, fut appelé par le Sénat conservateur à représenter la Somme au nouveau Corps législatif, où il siégea jusqu'en 1815, ayant été réélu de nouveau le 25 vendémiaire an XIV, puis le 4 mai 1811. Le 6 octobre 1810, il fut créé chevalier de l'empire. Le chevalier Louvet fit encore partie de la Chambre des Cent-Jours, où il représenta (11 mai 1815), avec 33 voix sur 53 votants, l'arrondissement de Montdidier.

LOUVET (CHARLES), représentant en 1848 et 1849, député au Corps législatif de 1852 à 1870 et ministre, né à Saumur (Maine-et-Loire) le 22 octobre 1806, mort à Paris le 2 mars 1882, d'une famille de négociants, étudia le droit,

entreprit ensuite plusieurs voyages, et s'établit banquier à Saumur. Dévoué au gouvernement de Louis-Philippe, il fut nommé, en 1837, conseiller général de Maine-et-Loire pour le canton de Montreuil-Bellay, et, en 1845, maire de sa ville natale. Après le 24 février 1848, M. Louvet fut élu (23 avril) représentant de Maine-et-Loire à l'Assemblée constituante, le 7^e sur 13, par 86,842 voix. Il fit partie du comité des finances, et vota constamment avec la droite : pour le rétablissement du cautionnement et de la contrainte par corps, pour les poursuites contre Louis Blanc et Caussidière, contre l'abolition de la peine de mort, contre l'amendement Grévy, contre le droit au travail, contre la réduction de l'impôt du sel, pour la proposition Râteau, contre l'amnistie, pour l'interdiction des clubs, pour les crédits de l'expédition romaine, etc. Rallié à la politique de l'Élysée, il la soutint à l'Assemblée législative, où le département de Maine-et-Loire le renvoya, le 5^e sur 11, par 83,193 voix (104,313 votants, 151,062 inscrits). Il appartient à la majorité monarchiste, et s'associa à toutes les mesures proposées par le gouvernement. M. Ch. Louvet applaudit au coup d'Etat du 2 décembre 1851, et, candidat officiel, le 29 février 1852, dans la 3^e circonscription de Maine-et-Loire, fut élu député au Corps législatif par 18,920 voix (22,395 votants, 34,399 inscrits), contre 1,360 à M. Tessié de la Motte, ancien représentant, 1,780 à M. Aubelle et 105 à M. de Contades. Il vota pour le rétablissement de l'empire et siégea jusqu'à la fin du règne de Napoléon III dans la majorité dynastique. Réélu député, toujours avec l'appui du gouvernement, le 22 juin 1857, par 11,806 voix (12,626 votants, 33,382 inscrits); le 1^{er} juin 1863, par 18,632 voix (20,976 votants, 33,619 inscrits), contre 2,137 à M. Defos; et le 24 mai 1869 par 17,986 voix (25,205 votants, 33,302 inscrits), contre 7,135 à M. Allain-Targé, il se mêla surtout aux discussions financières, fit un rapport sur les caisses d'épargne, combattit la loi de dotation de l'armée et demanda que les crédits extraordinaires fussent soumis au Corps législatif dès l'ouverture des sessions. En juillet 1869, il prit part à la formation du nouveau tiers-parti libéral, et signa un des premiers la demande d'interpellation des 116. Après avoir été nommé, en septembre de la même année, membre de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations, il fut choisi par M. Emile Ollivier pour entrer, avec le portefeuille de l'Agriculture et du Commerce, dans le cabinet du 2 janvier 1870 : M. Louvet resta ministre jusqu'au renversement du ministère (août 1870). Il rentra dans la vie privée au 4 septembre. M. Louvet s'était occupé de littérature, et, outre un *Dialogue sur la liberté du commerce* (Saumur, 1835), on lui doit une édition des œuvres posthumes de Charles Dovalle, jeune poète tué en duel à vingt-deux ans, et divers articles insérés dans les revues. Chevalier de la Légion d'honneur en 1850, officier en 1860, commandeur en 1865.

LOUVET (ATHANASE), représentant en 1871, né à Paris le 16 juillet 1809, mort à Paris le 11 février 1876, d'une famille de commerçants, prit en 1830 la direction de la maison paternelle (passementeries pour meubles et équipements militaires), et obtint des récompenses à l'Exposition universelle de 1855. Juge-suppléant en 1854, juge en 1857 et président en 1860 du tribunal de commerce de la Seine, il fut nommé, en 1867, maire du 2^e arrondissement et donna sa

démission trois ans après, par suite de conflits avec la préfecture de la Seine. Il fut membre et rapporteur du jury à l'Exposition de 1867. Aux élections complémentaires du 2 juillet 1871, il fut, à Paris, le candidat de l'Union parisienne de la presse, et fut élu, le 4 sur 21, représentant de la Seine à l'Assemblée nationale, par 126,417 voix (293,823 votants, 458,774 inscrits). Il prit place au centre gauche, avec lequel il soutint la politique « républicaine conservatrice », et vota contre la chute de Thiers au 24 mai, contre le septennat, contre la loi des maires, contre l'état de siège, contre le ministère de Broglie, pour l'amendement Wallon, pour l'ensemble des lois constitutionnelles, etc. Il mourut en février 1876. Chevalier de la Légion d'honneur (1863), officier (30 juin 1867).

LOUVET DE COUVRAY (JEAN-BAPTISTE), membre de la Convention, député au Conseil des Cinq-Cents, né à Paris le 12 juin 1763, mort à Paris le 25 août 1797, fils d'un papetier de la rue Saint-Eenis, reçut une éducation incomplète, y suppléa par la précoce vivacité de son intelligence et de ses passions, et, dédaignant le métier paternel, entra, à 17 ans, comme secrétaire auprès du savant minéralogiste Philippe-Frédéric de Dietrich. Quelque temps après, il devint commis à la librairie Franlt, où il trouva, dans la lecture des livres mis en vente, l'inspiration des *Aventures du chevalier de Faublas* (1787-1788), son premier ouvrage, qui obtint un vif succès de scandale. Il se retira alors à Nemours, où il fut rejoint par Mme Cholet, sa maîtresse, femme d'un riche bijoutier du Palais-Royal, et qui a servi de modèle à la Lodoïska de *Faublas*. Louvet l'épousa à Vire, en 1793, après l'avoir fait divorcer. Partisan de la Révolution, il revint à Paris après la prise de la Bastille, publia une apologie des journées des 5 et 6 octobre sous le titre de *Paris justifié* (janvier 1793), fréquenta assidûment le club des Amis de la Constitution et y manifesta des opinions républicaines. Un nouveau roman, sorti de sa plume à cette époque : *Emilie de Valmont*, fut un plaidoyer en faveur du divorce et du mariage des prêtres. Etroitement lié avec les principaux membres du parti de la Gironde, dont les qualités brillantes séduisaient son imagination, il devint le rédacteur d'une feuille politique qui parut sous leurs auspices : la *Sentinelles*, et qui dirigeait contre la cour d'incessantes attaques. Le 26 décembre 1791, Louvet se présenta à la barre de l'Assemblée législative au nom du club des Jacobins, et demanda la mise en accusation des princes émigrés : un décret conforme à cette motion fut rendu, le 2 janvier 1792, sur le rapport de Guadet. Mêlé à la journée du 10 août, Louvet s'attacha à Roland, lorsque celui-ci revint au ministère; et ce fut sous le patronage de Roland et de sa femme qu'il se fit élire, le 8 septembre 1792, membre de la Convention par le département du Loiret, le 8^e sur 9, avec 323 voix (359 votants). Il ne tarda pas à se placer au rang des orateurs les plus passionnés du parti girondin, et des plus hostiles aux vues de la Montagne; dès les premières séances, il attaqua Danton, Marat, Robespierre, ce dernier surtout, à qui il ne pouvait pardonner de l'avoir fait expulser des Jacobins à cause de l'immoralité de ses écrits. Louvet résolut donc de démasquer l'ambitieux tribun et, le 29 octobre 1792, il entama hardiment la lutte. Roland venait de présenter un mémoire à la Convention. Une des pièces annexées à ce mémoire, où l'état des choses